

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 674

Artikel: Débat : où capital et travail ne font plus bon ménage...
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024810>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Où capital et travail ne font plus bon ménage...

L'argumentation patronale, relayée par les politiciens bourgeois, nous est maintenant devenue familière: mis à part la situation économique mondiale morose, les facteurs importants qui mettent en péril les entreprises sont d'une part les charges sociales croissantes, et d'autre part les contraintes légales (sécurité, protection de l'environnement) trop nombreuses.

C'est dire notre étonnement de trouver des conclusions fort proches sous la plume de deux économistes marxistes américains¹.

Ci-dessous, un résumé rapide de leur argumentation, résumé qui devrait permettre de prolonger avec nos lecteurs le débat amorcé au sein de la rédaction.

L'analyse, il faut le préciser, porte sur le capitalisme américain. Dès lors, il s'agit de réunir les données helvétiques disponibles pour tenter une comparaison...

L'Etat démocratique libéral et le mode de production capitaliste ne font pas bon ménage. Le second ne trouve plus dans le premier les conditions idéales de son développement. La démocratie a conféré des pouvoirs réels à la classe ouvrière et aux groupes défavorisés. On en voit les effets dans une série de législations sociales et économiques mises en place avant et après la Deuxième Guerre mondiale et qui sont le résultat direct des luttes sociales aiguës des années de crise.

Les pratiques du capitalisme s'enracinent dans la propriété, alors que celles de la démocratie font référence aux droits de l'individu. Voilà l'antagonisme fondamental. Le développement du capitalisme implique une intervention croissante de l'Etat dans l'organisation de la production; mais le caractère démocratique de l'Etat empêche une intervention efficace au sens du capitalisme.

Minimiser les dépenses sociales et les réglementations qui encadrent l'activité économique est devenu impossible par manque de soutiens politiques. Reste alors à trouver un accord entre travail et capital. Ce qui s'est passé aux Etats-Unis: dès l'après-guerre, l'association permet au capital de maintenir son hégémonie sur la production; en contrepartie, il doit céder des améliorations réelles quant à la distribution de la richesse.

Effectivement, les syndicats ne remettent plus en cause le capitalisme. A cette époque, fleurit la thèse de la fin des idéologies. En revanche, l'Etat devient le terrain principal des affrontements sociaux. La redistribution de la richesse, la démocratie formelle et le communautaire deviennent les principaux axes de lutte.

Depuis 1945, l'importante redistribution qui s'opère, du capital en faveur du travail, n'intervient pas à la suite d'une confrontation directe entre eux, mais par l'intermédiaire de l'Etat. Le «salaire du citoyen», c'est-à-dire la tranche de son niveau de vie indépendante de sa capacité de travail, croît de manière importante.

De 1963 à 1976, la proportion des foyers américains ne disposant d'aucun revenu du travail passe de 13 à 19%. Entre 1947 et 1977, le taux de croissance des dépenses par habitant consacrées au salaire du citoyen est cinq fois plus rapide que le taux de croissance du salaire réel net. En 1976, 44% des foyers touchent une aide gouvernementale de 3368 dollars en moyenne, soit 24% du revenu moyen.

DES TRAVAILLEURS MOINS INDÉPENDANTS

Le processus d'accumulation du capital est ainsi perturbé. Non seulement par la ponction mentionnée ci-dessus qui, par un choix de politique sociale, conduit à l'hégémonie du «capital de l'Etat-providence», mais encore par une réduction du rôle de l'«armée de réserve»: alors qu'auparavant, le capitalisme pouvait se relever de ses crises cycliques en faisant appel aux chômeurs, engagés à des salaires inférieurs (l'armée de réserve), il se trouve

maintenant face à des travailleurs moins absolument dépendants de leur force de travail. A cause de la démocratie libérale, le capitalisme n'est plus en mesure de faire porter totalement le fardeau de ses faiblesses aux travailleurs et aux groupes défavorisés. Le taux de profit et l'investissement en subissent directement les conséquences. Dans l'ensemble des pays capitalistes, notent les auteurs, les taux d'investissements diminuent proportionnellement à l'augmentation de la part des dépenses sociales dans le produit intérieur brut, entre 1955 et 1975.

CONTRAIRE À LA LOGIQUE CAPITALISTE

Voilà, pour une large mesure, l'origine de la stagnation économique quasi-permanente et la cause des loyers de l'argent élevés que nous connaissons actuellement. Certes, le taux de profit a également souffert de la détérioration des termes de l'échange entre les Etats-Unis et le reste du monde, de la baisse de la productivité consécutive au désintérêt croissant pour le travail, et aussi de l'instabilité monétaire. Mais pour les deux économistes américains, c'est d'abord la conjugaison de l'Etat libéral démocratique et du mode de production capitaliste qui conduit aux difficultés du second nommé: l'affirmation de l'Etat libéral démocratique a permis la montée des luttes de classes, hier comme aujourd'hui, avec à la clef une distribution des richesses contraire à la logique de l'accumulation capitaliste.

L'Etat, contrairement à ce qu'affirme la théorie marxiste traditionnelle, n'est plus un facteur de cohésion permettant de reproduire les relations sociales établies par le mode de production; il est un lieu de luttes susceptibles de mettre en question ces relations; à terme, l'évolution de ce système social doit conduire à l'effondrement du capitalisme, ou de la démocratie libérale, ou des deux à la fois. Rien de moins.

¹ Samuel Bowler, Herbert Gintis, «La crise du capitalisme démocratique libéral aux Etats-Unis». «Les Temps modernes», mai-juin 1982.